



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
D'ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction Régionale et Interdépartementale  
de l'Hébergement et du Logement

# Assistance pour l'ensemble des tâches de gestion des recours déposés dans le cadre du droit au logement opposable en Île-de-France

## Cahier des clauses administratives particulières

**Pouvoir adjudicateur :**

La Direction Régionale et Interdépartementale de l'Hébergement et du Logement d'Île-de-France  
(DRIHL)

Service accès au logement et prévention des expulsions  
Immeuble « Le Ponant » 5 rue Leblanc 75 015 PARIS

Représentée par M. Laurent Bresson, Directeur régional et interdépartemental de l'hébergement et du  
logement

**Numéro du marché :** DRIHL – 2026 – ALPE – DALO

## Sommaire

<b>ARTICLE 1 – OBJET DE L’ACCORD-CADRE</b>	<b>5</b>
1.1. Objet de l’accord-cadre	5
1.2. Mode de passation et forme de l’accord-cadre	5
<b>ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DE L’ACCORD-CADRE</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 3 – DUREE DE L’ACCORD-CADRE</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 4 – MODALITES ADMINISTRATIVES D’EXECUTION DE LA PRESTATION</b>	<b>7</b>
4.1. Démarrage des prestations	7
4.2. Bons de commande	7
4.3. Montants minimum et maximum	8
4.4. Lieux d’exécution des prestations	9
4.5. Comportement du personnel	9
<b>ARTICLE 5 – VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS</b>	<b>9</b>
5.1. Vérification des prestations	9
5.2. Admission des prestations	9
<b>ARTICLE 6 – PENALITES</b>	<b>10</b>
6.1. Pénalités de retard	10
6.2. Autres pénalités	11
6.3. Pénalités en cas de non-respect des principes d’égalité, de neutralité et de laïcité	12
6.4. Pénalités pour non-respect de l’engagement d’insertion par l’activité économique	13
6.5. Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire	13
<b>ARTICLE 7 – PRIX</b>	<b>13</b>
7.1. Forme des prix	13

7.2. Contenu des prix	13
7.3. Nature des prix	14
7.4. Révision des prix	14
<b>ARTICLE 8 – MODALITES DE REGLEMENTS</b>	<b>15</b>
8.1. Avance forfaitaire	15
8.2. Règlements	15
8.3. Délai global de paiement	15
8.4. Intérêts moratoires et indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement	16
8.5. Factures	16
8.6. Domiciliation des paiements	17
8.7. Nantissement des créances	18
<b>ARTICLE 9 – RESILIATION</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 10 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE ET DU POUVOIR ADJUDICATEUR</b>	<b>19</b>
10.1. Obligation de confidentialité	19
10.2. Obligation de résultat	19
10.3. Identification des membres de l'entreprise	20
10.4. Obligation d'utilisation de l'application Comdalo	20
10.5. Ouverture d'accès dans les systèmes d'informations	21
10.6. Protection de l'environnement et conditions de travail	21
10.7. Personnel du titulaire	21
10.8. Obligations du Pouvoir Adjudicateur	21
10.9. Désignation de représentants pour le suivi et l'exécution de l'accord-cadre	22
10.10. Obligations relatives à l'égalité devant le service public, au respect de la laïcité et de la neutralité	22
10.11. Obligations relatives au respect du Règlement Général sur la Protection des Données	23
10.11.1. Traitement des données à caractère personnel	23

10.11.2. Hébergement et stockage des données à caractère personnel	31
10.11.3. Exigences en matière de sécurité des systèmes d'information et de cyber sécurité	32
<b>ARTICLE 11 – DISPOSITIONS GENERALES</b>	<b>32</b>
11.1. Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail	32
11.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés	33
11.3. Assurances	33
11.4. Désignation de sous-traitants en cours de marché	34
11.5. Groupement	34
11.6. Clauses sociales et environnementales	34
11.6.1 Clause d'insertion par l'activité économique	34
11.6.2. Clause environnementale	39
11.7. Sous-Traitance	40
<b>ARTICLE 12 - PROPRIETE INTELLECTUELLE</b>	<b>41</b>
<b>ARTICLE 13 – LITIGES</b>	<b>44</b>
<b>ARTICLE 14 – DEROGATIONS AU CCAG</b>	<b>44</b>

## **Article 1 – Objet de l'accord-cadre**

### **1.1. Objet de l'accord-cadre**

Le présent accord-cadre a pour objet de confier au titulaire les prestations relatives à l'ensemble des tâches de gestion des recours déposés dans le cadre du droit au logement opposable en application de la loi n°2007-290 du 5 mars 2007 devant les commissions de médiation de la région Île-de-France : de l'information du demandeur à l'archivage du dossier, en passant par son instruction et par la rédaction de mémoires en défense en cas de recours déposé devant les Tribunaux Administratifs pour contester les décisions de la commission.

L'instruction des dossiers s'inscrit dans les contraintes de tenue des délais d'examen des recours et d'un formalisme rigoureux. Il convient en particulier de souligner la nécessité de motiver les décisions de la commission et les mémoires en défense en cas de recours contentieux sur une analyse précise de chaque recours au regard du droit en vigueur.

Les spécifications techniques des prestations sont définies en détail dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

### **1.2. Mode de passation et forme de l'accord-cadre**

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande au sens des dispositions des articles R 2162-1 à R 2162-14 du code de la commande publique.

Le marché n'est pas alloti. L'Île-de-France fait l'objet de dispositions spécifiques au sein du code de la construction et de l'habitation qui justifient ce choix : la demande de logement social s'exprime à une échelle régionale et non départementale, et la reconnaissance au titre du droit au logement opposable permet un relogement dans tous les départements de la région et non seulement dans celui de la commission de médiation saisie. Aussi, l'harmonisation des pratiques départementales à une échelle régionale est nécessaire pour renforcer l'équité de traitement entre les usagers et éviter les "effets filières" connus de ces derniers selon le lieu de dépôt du recours. Par ailleurs l'existence d'un portail web unique à l'échelle régionale et étroitement imbriquée au processus d'instruction, garantie l'unicité de l'information et de la démarche, et donc la lisibilité pour le demandeur. La mutualisation régionale et l'existence d'éléments de modernisation du processus d'instruction doivent permettre des économies d'échelle significatives.

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

## **Article 2 – Pièces constitutives de l'accord-cadre**

Les documents contractuels régissant le présent accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissant :

#### **1- L'acte d'engagement et ses annexes :**

- Annexe 1 : Bordereau des Prix Unitaires – BPU ;
- Annexe 2 : Détail Quantitatif Estimatif – DQE, réunis avec le BPU dans un fichier unique ;
- Annexe 3 : Engagement d'insertion économique.

#### **2- Le Règlement de la Consultation et ses annexes :**

- Annexes 1 : Cadre de Réponse Technique ;
- Annexe 2 : Modèle de fiche de synthèse à utiliser lors de la rédaction de la réponse aux échantillons tel que défini dans le RC et le CRT ;
- Annexe 3 à 8 : les scénarios à la base des échantillons à fournir (cf. article 4.2 du présent règlement)

#### **3- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;**

#### **4- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :**

- Annexe 1 : Statistiques sur l'activité des COMED (valeur non contractuelle) ;
- Annexe 2 : spécifications techniques et volumétrie du portail web ;
- Annexe 3 : Manuel utilisateur gestionnaire Comdalo ;
- Annexe 4 : Guide saisie a minima hébergement ;
- Annexe 5 : Guide saisie a minima logement ;
- Annexe 6 : Formulaire et notices DALO et DAHO (Cerfa) ;
- Annexe 7 : Guide pour les commissions de médiation DALO ;
- Annexe 8 : Procédure de caducisation ;
- Annexe 9 : Liste des indicateurs de suivi de l'activité.

**5- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.** Le présent cahier des clauses administratives particulières apporte toute modification et tout ajout au dit CCAG, rendus nécessaires par le présent marché. Ce document est réputé connu du titulaire.

En cas de discordance entre elles, les dispositions contractuelles du contrat prévalent dans l'ordre indiqué ci-dessus.

### **Article 3 – Durée de l'accord-cadre**

L'accord-cadre est conclu du 1er juin 2026 au 31 mai 2027.

L'accord-cadre peut être reconduit trois fois pour une période d'un an du 1er juin au 31 mai de l'année suivante. Conformément à l'article R. 2112-4 du code de la commande publique, la durée totale de l'accord-cadre, reconductions comprises, n'excédera pas quatre ans.

Les commandes pourront être adressées dès notification du marché jusqu'à l'expiration de cette durée.

Conformément au dernier alinéa de l'article R. 2112-4 du même code, le titulaire ne pourra refuser la reconduction de l'accord-cadre.

Contrairement au dernier alinéa de l'article R. 2112-4 du même code, la reconduction n'est pas tacite. Elle prendra la forme d'une décision expresse de la part du Pouvoir Adjudicateur ou son représentant (courrier avec accusé de réception postal ou par tout moyen ayant le même niveau de garantie) et interviendra au minimum dans un délai de 1 mois avant l'échéance du renouvellement.

Pour chaque reconduction du marché, le titulaire devra envoyer au pouvoir adjudicateur le bordereau des prix comprenant les prix révisés, en le datant et le signant, au plus tard deux semaines après l'information de reconduction faite par le Pouvoir Adjudicateur.

### **Clause de revoyure**

Le logiciel mis à disposition par les services de l'Etat pour l'enregistrement des recours est Comdalo. Ce dernier va faire l'objet d'une refonte globale au cours du présent marché. Mondalo viendra donc remplacer Comdalo.

Ce futur logiciel comprendra plus de fonctionnalités que le logiciel actuel, ce qui impactera le nombre et la nature des opérations à réaliser pour l'instruction des recours.

Ainsi, dans l'hypothèse où la mise à disposition du logiciel Mondalo nécessiterait une modification des modalités d'exécution du présent marché (notamment consistance et/ou montant des prestations prévues), les parties conviennent de se rencontrer pour évaluer l'impact de cette modification, et le cas échéant de la formaliser par voie d'avenant.

## **Article 4 – Modalités administratives d'exécution de la prestation**

### **4.1. Démarrage des prestations**

La notification du présent accord-cadre interviendra avant le démarrage des prestations. Le démarrage des prestations fera l'objet d'un premier bon de commande. La date de démarrage des prestations est fixée au 1er juin 2026. Les démarches relatives au transfert du portail web et des dossiers en cas de changement de titulaire pourront avoir lieu dès la notification du marché.

La notification de l'accord cadre vaut ordre de service. En conséquence, des réunions pourront intervenir, à la demande du pouvoir adjudicateur, entre la date de notification et le début des prestations, notamment la réunion de cadrage prévue à l'article 3.1.2 du CCTP ou des réunions de cadrage avec les secrétariats des commissions.

### **4.2. Bons de commande**

Conformément à l'article R. 2162-13 du code de la commande publique, les bons de

commandes sont adressés au titulaire de l'accord-cadre. Ils précisent celles des prestations, décrites dans l'accord-cadre, dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité.

Leur durée de validité est de 12 mois à compter de leur émission.

Les bons de commandes seront émis par le Pouvoir Adjudicateur dans les conditions prévues à l'article 3.1 du CCTP au fur et à mesure de ses besoins.

Ils comporteront les indications suivantes :

- les références de l'accord-cadre ;
- l'identification du Pouvoir Adjudicateur ;
- le numéro et la date du bon de commandes ;
- le numéro d'engagement juridique ;
- le département concerné ;
- le nom du titulaire ;
- la quantité commandée ;
- le coût unitaire ;
- le coût total ;
- à titre indicatif, la période d'exécution des prestations commandées ;
- le jour point de départ de la commande ;
- l'adresse de facturation ;
- les informations utiles à la dématérialisation des factures en utilisant Chorus Pro ;
- toute information utile au bon déroulement de la mission.

Les prestations seront réglées sur la base des quantités réellement exécutées.

L'annulation totale ou partielle d'une commande peut être décidée par le pouvoir adjudicateur et ne donnera lieu à aucune indemnité.

Les délais d'exécutions des missions sont celles prévues au CCTP.

Dans les 48 heures ouvrées suivant la réception de la commande, le titulaire du marché retourne au représentant du pouvoir adjudicateur une copie de la commande datée du jour de réception, tamponnée et signée (confirmation de la réception de la commande, par courrier ou scannée et envoyée par voie électronique).

### **4.3. Montants minimum et maximum**

Pour une durée d'un an, le présent accord-cadre comporte un minimum et un maximum, conformément à l'article R. 2162-4 du code de la commande publique : minimum de 2 millions d'euros HT et maximum de 12 millions d'euros HT.

À titre indicatif uniquement, les statistiques mesurant l'activité des commissions de médiation franciliennes depuis 2016 sont annexées au présent accord-cadre (annexe 1 au CCTP). Elles n'ont pas de valeur contractuelle et n'engagent pas le pouvoir adjudicateur.



#### **4.4. Lieux d'exécution des prestations**

Concernant les lieux d'exécution des prestations, le titulaire de l'accord-cadre doit appliquer les mesures prévues à l'article 17 du CCAG applicable aux accords-cadres publics de fournitures courantes et des services. Il les fait connaître au Pouvoir Adjudicateur ou son représentant, dès la présentation de l'offre ; à défaut ou s'ils sont appelés à être modifiés, dès qu'ils ont été définis et au plus tard, le premier jour du début de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur ne mettra pas de locaux à la disposition du titulaire.

#### **4.5. Comportement du personnel**

Dans l'exercice de ses fonctions dans le cadre des prestations réalisées pour ce marché public, il est attendu du personnel du titulaire qu'il adopte un comportement exemplaire (avec dignité, impartialité, intégrité et probité).

### **Article 5 – Vérification et admission des prestations**

#### **5.1. Vérification des prestations**

Le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant pourra à tout moment au cours de l'exécution du contrat procéder à la vérification de la bonne exécution des prestations mises à la charge du Titulaire au titre du présent accord-cadre. Pour ce faire il pourra utiliser les données issues de l'application Comdalo, ou de la future application Mondalo qui remplacera Comdalo mise à disposition du Titulaire et dont l'utilisation est obligatoire (cf article 10.4 du présent CCAP).

A ce titre, le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant pourra procéder à chaque étape et pour l'ensemble du processus d'instruction des recours DALO confiés au titulaire, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaires.

Ces contrôles pourront être réalisés sur pièce ou sur place par le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant.

Le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant se réserve le droit de ne pas informer le titulaire de la nature et de la date prévue d'un contrôle.

Le Titulaire ne pourra pas s'opposer à la réalisation des contrôles exécutés par le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant. Le titulaire transmettra au Pouvoir Adjudicateur ou son représentant, à la demande de ce dernier, l'ensemble des pièces nécessaires à la réalisation des contrôles.

#### **5.2. Admission des prestations**

À l'issue de ces vérifications, le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant notifie au Titulaire une décision motivée d'acceptation, d'ajournement ou de rejet de tout ou partie des prestations. Cette décision prendra la forme d'une lettre recommandée avec AR pour les cas de rejet ou d'ajournement des prestations.

En cas d'ajournement ou rejet de tout ou partie des prestations, le titulaire devra remédier aux manquements ou défauts constatés dans un délai de 10 jours.

À défaut de notification de la décision du Pouvoir Adjudicateur ou son représentant dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la réception de la demande de paiement, les prestations seront réputées admises.

Les décisions d'admission sont prises sous réserve des vices cachés.

## **Article 6 – Pénalités**

Le présent article déroge à l'article 14 du CCAG : les prestations non conformes aux spécifications de l'accord-cadre pourront donner lieu à l'application de pénalités suivant les conditions définies ci-après.

Ces pénalités sont cumulables entre elles. Le montant des pénalités est calculé hors taxes. Elles ne font l'objet d'aucune exonération.

Elles sont retenues sur les sommes dues au titre de l'accord-cadre ou, si elles dépassent ces dernières, sont recouvrées selon le droit en vigueur.

Le titulaire est informé que l'application de ces pénalités ne l'exonère d'aucune poursuites ou sanctions éventuelles prévues par la loi ou la réglementation.

### **6.1. Pénalités de retard**

Au regard des effets juridiques s'attachant au respect des délais, des pénalités s'appliqueront en cas de leur non-respect imputable au titulaire. Les délais visés par cet article sont :

- Délais indiqués à l'article 1.5 du CCTP du présent accord-cadre ;
- Délai de rectification des prestations indiqué à l'article 5.2 du présent CCAP ;
- Délais de toutes les prestations indiquées à l'article 2 du CCTP, y compris les recours contentieux prévus à l'article 2.5.2 du CCTP ;
- Délai de transmission des archives et des recours en cours d'instruction en fin de contrat indiqués à l'article 5 du CCTP.
- Délai de réponse aux sollicitations des usagers définis à l'article 2.7

Ces pénalités commenceront à courir, à partir du jour suivant l'expiration du délai considéré.

Ces pénalités seront calculées, pour chaque recours, par la formule suivante :

$$P1 = V * R / 100$$

dans laquelle :

- P1 = le montant de la pénalité ;
- V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;
- R = le nombre de jours de retard.

## 6.2. Autres pénalités

- En cas d'absence à l'une des réunions de suivi de l'exécution de l'accord-cadre ou de formations, à l'une des sessions de formations à l'application COMDALO ou toute réunion ou formation à laquelle le Titulaire ou son personnel est convié, celui-ci encourt sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 250 € par absence.

Le montant de la pénalité forfaitaire encourue en cas d'absence du titulaire à l'une de réunions de la commission de médiation s'élève à 250 € par absence.

- En cas de non-respect par le titulaire des consignes d'instruction et des normes minimales de saisie des recours dans l'application Comdalo, puis dans l'application Mondalo qui viendra la remplacer, décrites à l'article 3.4 du CCTP, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 5 € par recours et manquement constaté.
- En cas de non-respect des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 à L8225-5 du code du travail par le Titulaire, celui-ci encourt une pénalité égale à 10 % du montant minimum hors taxes de l'accord-cadre. Ce montant ne peut toutefois excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.
- En cas de non-respect de l'obligation d'avoir un comportement exemplaire, défini à l'article 4.5 du présent CCAP comme un comportement digne, impartial, intègre et probe, de la part de son personnel, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 5000 € par manquement.
- En cas d'erreur manifeste d'analyse dans l'instruction des pièces et, ou en cas de non prise en compte d'une pièce transmise par le requérant, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 20€ par dossier concerné.
- En cas de non-respect de l'obligation de confidentialité par le titulaire, définie à l'article 10.1 du présent CCAP, ce dernier encourt une pénalité forfaitaire de 5000 € par manquement. Cela inclut, notamment mais pas exclusivement, toute fuite de données due à un défaut de sécurité informatique de la part du titulaire.

- En cas de non résolution des anomalies telles que définies à l'article 2.1.2. du CCTP, dans les délais définis dans le même article, le titulaire encourt 1000 € de pénalités par jour supplémentaire de persistance des anomalies.
- Dans le cas de défaut de transmission des documents exigés au titre de l'article 11.6.2 du présent CCAP, une pénalité de 100€ est appliquée par jour de retard.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de déroger aux conditions de l'article 7.4. sur décision motivée. Les motivations de cette dérogation seront, le cas échéant, indiquées dans la décision de reconduction.

En cas de manquement du Titulaire à toute autre obligation prévue dans le cadre du présent accord-cadre, celui-ci encourt, et pour chaque manquement constaté, une pénalité calculée par la formule suivante :

$$P2 = 10 \times V / 100$$

dans laquelle :

- P2 = le montant de la pénalité ;
- V = la valeur hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA des prestations effectuées par le titulaire au cours de la période pour laquelle le manquement a été constaté.

### **6.3. Pénalités en cas de non-respect des principes d'égalité, de neutralité et de laïcité**

En cas de méconnaissance au cours de l'exécution du contrat des obligations de respect des principes d'égalité, de neutralité et de laïcité, tels que définis à l'article 10.10 du présent CCAP, le pouvoir adjudicateur prononce à l'issue d'une procédure contradictoire, définie à l'article 14 du CCAG :

- une pénalité forfaitaire d'un montant de 1 000 euros à l'encontre du titulaire en cas de manquement établi de tout personnel placé sous son autorité, ainsi que de tout personnel placé sous l'autorité de l'un de ses sous-traitants, aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité, et notamment à l'interdiction de manifester ses opinions politiques ou religieuses, à l'obligation de traiter de façon égale toutes les personnes, et au respect de la liberté de conscience et de la dignité de toutes les personnes. Cette pénalité s'applique par manquement constaté ;
- Une pénalité forfaitaire d'un montant de 1 000 euros à l'encontre du titulaire en cas de manquement aux obligations contractuelles (défaut de mise en œuvre des actions préventives, absence de mise en œuvre d'une procédure de signalement des manquements, etc.). Cette pénalité s'applique par manquement constaté ;
- Une pénalité forfaitaire de 250 euros à l'encontre du titulaire par jour d'absence d'action correctrice à la suite d'un manquement aux principes d'égalité, neutralité

et de laïcité constaté au cours de l'exécution du contrat. Cette pénalité s'applique par jour à compter du constat de la carence du titulaire à mettre en œuvre les actions correctrices prévues au contrat ;

- Une pénalité forfaitaire de 250 euros à l'encontre du titulaire pour toute absence à une réunion avec le pouvoir adjudicateur portant sur la définition de mesures préventives ou correctrices sur l'égalité, la neutralité et la laïcité ou portant sur le suivi de ces mesures. Ces pénalités peuvent être cumulées le cas échéant.

#### **6.4. Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique**

En cas de non-respect par l'entreprise attributaire des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, définies à la clause 2.14 du RC et l'article 11.6 du CCAP, il sera appliqué une pénalité de **60 euros** par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le titulaire subira une pénalité égale à **75 euros** par jour de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

#### **6.5. Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire**

Le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le présent accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire, dans les conditions de l'article 45 du CCAG.

### **Article 7 – Prix**

#### **7.1. Forme des prix**

Les prix des prestations sont unitaires.

Les prestations seront rémunérées par application aux quantités réellement réalisées des tarifs figurant au Bordereau des Prix Unitaires, annexé à l'Acte d'Engagement.

#### **7.2. Contenu des prix**

Les prix sont réputés inclure la totalité des coûts liés aux prestations. Les prix T.T.C. sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations.

En particulier, les réunions avec le Pouvoir Adjudicateur ou les Secrétariats des commissions,

notamment celles prévues aux articles 3.1. à 3.3. du CCTP, ne peuvent faire l'objet d'aucune rémunération ou défraiement que ce soit.

### **7.3. Nature des prix**

Les prix des prestations définies dans le présent accord-cadre figurent dans le bordereau de prix en annexe à l'acte d'engagement de l'accord-cadre. Ces prix sont unitaires et appliqués aux quantités réellement exécutées. Seuls les prix hors-taxa sont contractuels.

Les prix T.T.C sont renseignés avec la TVA à 20 %.

Les prix sont fermes, définitifs et non actualisables.

Ils sont révisables uniquement au moment de chaque reconduction éventuelle dans les conditions de l'article 7.4 ci-dessous.

### **7.4. Révision des prix**

En application de l'article R2112-13 du Code de la Commande Publique, les prix du présent accord-cadre sont révisables uniquement à l'occasion de la reconduction de l'accord cadre prévue à l'article 3 du présent CCAP sans que le prix révisé ne puisse dépasser le montant obtenu par application de la formule suivante :

$$P = Po \times (Syntec1 / Syntec0)$$

dans laquelle :

- Po = prix initial du BPU (HT) de l'accord-cadre
- P = Prix révisé (HT)
- Syntec0 = valeur de l'index SYNTEC (= syndicat des sociétés d'ingénierie, de services informatiques, d'études et de conseil, de formation professionnelle) publiée à la date de notification du marché
- Syntec1 = dernière valeur de l'index SYNTEC publiée à la date de la reconduction.

A chaque étape du calcul de la révision, les résultats devront être arrondis en prenant 4 chiffres après la virgule suivant la règle des arrondis. Le titulaire devra joindre les modalités de calcul de la révision des prix ainsi que toutes pièces justificatives permettant les vérifications de la part du Pouvoir adjudicateur ou son représentant à sa demande de paiement.

La révision des prix sera adressée par le titulaire au Pouvoir adjudicateur selon les modalités du dernier alinéa de l'article 3 du présent CCAP.

## **Article 8 – Modalités de règlements**

### **8.1. Avance forfaitaire**

Les avances seront versées en application des dispositions des articles R. 2191-3 à R. 2191-5 du code de la commande publique. Le titulaire peut renoncer au bénéfice de cette avance en le mentionnant à l'article "AVANCE " de l'acte d'engagement.

L'avance est versée sur la base de 30 % du montant minimum en euros HT du marché, pour les Petites et Moyennes Entreprises (PME), au sens du code de la commande publique ; et sur la base de 15% pour les autres entreprises.

En application des dispositions de l'article R. 2193-19, les avances peuvent également être versées aux sous-traitants qui en feraient la demande.

Le remboursement de cette avance forfaitaire s'effectue dans les conditions définies par les articles R. 2191-3 à R. 2191-10 du code de la commande publique.

### **8.2. Règlements**

Acomptes :

Le règlement des sommes dues au titulaire au titre des prestations peut faire l'objet d'acomptes dans la limite d'un acompte par mois. Chaque acompte est établi à partir d'un état des prestations exécutées et validées. L'état d'acompte indiquera :

- les prestations exécutées ;
- les prix des prestations effectuées conformément au bordereau des prix unitaires ;
- le cas échéant, l'avance et, dès que nécessaire, sa part de récupération ;
- le montant cumulé des acomptes déjà versés ;
- la T.V.A. ;

Les prestations prévues aux articles 2.1.1 et 2.1.3 du CCTP (reprise du site Web et modifications substantielles ) ne pourront pas faire l'objet d'acomptes et seront facturées une fois le service fait.

Décompte final annuel : en fin de période de l'accord-cadre, ou en cas de reconduction, en fin de période de reconduction, le titulaire adresse au Pouvoir Adjudicateur un décompte final indiquant les détails des acomptes facturés sur la période le cas échéant, avec une régulation si nécessaire sur la dernière facture de l'année (mai si en année glissante et décembre si en année civile).

### **8.3. Délai global de paiement**

Conformément à l'article R. 2192-10 du code de la commande publique, les délais dont dispose le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant pour procéder au règlement sont de trente (30) jours à compter de la réception de la facture correspondante.

#### **8.4. Intérêts moratoires et indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement**

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus fait courir de plein droit et sans autre formalité, au bénéfice du titulaire, des intérêts moratoires dans les conditions définies réglementairement.

Le taux de ces intérêts moratoires est calculé conformément aux dispositions de l'article R2192-31 du code de la commande publique.

Conformément à l'article D. 2192-35 du code de la commande publique de la commande publique, le montant de l'indemnité forfaitaire due en cas de retard de paiement est de 40 euros.

#### **8.5. Factures**

La transmission des factures dématérialisées prévue à l'article L. 2192-1 du Code de la commande publique s'applique à tous les titulaires et sous-traitants admis au paiement direct de contrats conclus avec les personnes publiques soumises à l'obligation de réception des factures dématérialisées.

L'État, les collectivités territoriales et les établissements publics acceptent les factures transmises par les titulaires et les sous-traitants admis au paiement direct de leurs contrats, conformément aux articles L. 2192-2 et L. 2192-3 du Code de la commande publique.

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures mentionnées aux articles L. 2192-1 à L. 2192-3 comportent les mentions prévues à l'article D. 2192-2 du Code de la commande publique. En outre, selon les termes de ce même article, les factures électroniques comportent les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du Code de commerce.

Par ailleurs, ce même article précise que pour les émetteurs ne disposant pas du numéro d'identité mentionné à l'alinéa précédent, un arrêté du ministre chargé du budget fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation mentionné à l'article L. 2192-5 Code de la commande publique et selon des modalités techniques, fixées par arrêté du ministre chargé du budget, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges tel que l'indique l'article R. 2192-3 du Code de la commande publique.

La facture comportera, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Les nom et adresse du Titulaire ;
- Le numéro de SIRET du titulaire tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement ;



- Les coordonnées bancaires de son compte tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- La référence de l'accord-cadre ;
- La référence au département concerné le cas échéant ;
- La référence au bon de commande concerné : numéro d'engagement juridique (figurant sur le bon de commande) ;
- Les prestations effectuées hors TVA en référence au BPU ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant total des prestations effectuées ;
- La date de la facture.

L'administration se réserve le droit de retourner au titulaire toute facture ne comportant pas ces mentions, ce qui suspendra le délai de paiement précité.

Les factures seront envoyées par le Titulaire au représentant du pouvoir adjudicateur.

## **8.6. Domiciliation des paiements**

Le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues par lui en exécution du présent accord-cadre en faisant créditer le compte ouvert au nom du (ou des) titulaire(s) indiqué(s) dans l'acte d'engagement, et en cas de groupement momentané d'opérateurs économiques solidaires, entre les mains du seul mandataire du groupement. En cas de groupement conjoint, le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues directement auprès de chaque membre du groupement pour l'exécution de ses propres prestations.

En cas de sous-traitance et lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire de l'accord-cadre, sous pli en recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au pouvoir adjudicateur.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai les factures produites par le sous-traitant.

Le pouvoir adjudicateur procède au paiement du sous-traitant dans un délai de 30 jours. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou à l'expiration du délai mentionné de 15 jours si le titulaire ne s'est pas prononcé.

## **8.7. Nantissement des créances**

Les créances résultant de l'accord-cadre peuvent être cédées ou nanties par le titulaire et ses sous-traitants au titre de la loi du 2 janvier 1981 modifiée facilitant le crédit aux entreprises. A cet effet, une copie de l'acte d'engagement certifiée conforme à l'original est remise au titulaire au moment de la notification de l'accord-cadre cautionné éventuellement à la part qu'il exécute par lui-même. Cette copie porte la mention d'exemplaire unique pour être remise, au gré du titulaire, et de ses sous-traitants à l'établissement financier de leur choix.

## **Article 9 – Résiliation**

Seules les dispositions du CCAG FCS présentes aux articles 32,36,38 à 45 sont applicables.

En cas de manquements répétés ou d'un manquement d'une particulière gravité aux clauses relatives à l'égalité devant le service public au respect de la laïcité et de la neutralité, le pouvoir adjudicateur prononce la résiliation du contrat pour faute du titulaire, selon les modalités définies à l'article 41 du CCAG. Le pouvoir adjudicateur notifie au préalable une mise en demeure au titulaire afin de l'informer de la sanction envisagée, et lui demande de présenter ses observations dans un délai qui ne saurait être inférieur à 15 jours calendaires à compter de la réception du courrier de mise en demeure. Si cette mise en demeure s'avère infructueuse, le pouvoir adjudicateur prononce la résiliation pour faute du contrat. La résiliation est prononcée aux frais et risques du titulaire conformément à l'article 45 du CCAG. Ces sanctions contractuelles sont sans préjudice des sanctions pénales qui seraient prononcées suite à une plainte émanant d'un usager ou d'un tiers et visant la société titulaire ou l'un de ses préposés en lien avec des faits de discrimination tels que définis par les articles 225-1 et suivants du code pénal.

Le suivi de l'exécution des clauses relatives au respect des principes de laïcité et de neutralité est assuré par le service Accès au Logement et Prévention des Expulsions de la DRIHL Île-de-France. Les rapports et les documents relatifs à l'application des principes de laïcité et neutralité énumérés ci-dessus lui sont communiqués (modalités à définir par le pouvoir adjudicateur). Le titulaire lui adresse toute question relative à l'application de ces principes.

Conformément aux dispositions prévues à l'article 45 du CCAG FCS, le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui par sa nature, ne peut souffrir d'aucun

retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée pour faute du titulaire, dans la mesure où la décision de résiliation le mentionne expressément.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix de l'accord-cadre, résultant de l'exécution aux frais et risques du titulaire est à la charge du titulaire. La diminution ne lui profite pas.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier à tout moment le marché pour cause d'intérêt général selon les modalités prévues à l'article 42 du CCAG.

## **Article 10 – Obligations du titulaire et du Pouvoir Adjudicateur**

### **10.1. Obligation de confidentialité**

Toutes les informations portées à la connaissance du titulaire et de son personnel dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre sont strictement confidentielles et ne doivent être divulguées à des tiers.

Dans le cadre des missions qui lui sont confiées, le titulaire et son personnel sont en effet amenés à connaître ou consulter des informations sur la situation individuelle des requérants. Le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires au respect de cette clause ainsi qu'au respect des clauses et conventions de confidentialité des systèmes d'information auquel il pourrait avoir accès dans le cadre de cette mission.

En cas de non-respect de ces obligations, le titulaire s'expose à la résiliation du présent accord-cadre à ses torts.

Le personnel participant à l'exécution de l'accord cadre sont soumis au secret professionnel dans les conditions prévues à l'article 226-13 du code pénal. Les peines encourues sont d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende.

En cas de sous-traitance de tout ou partie des prestations ou en cas de groupement, ces obligations s'appliquent également à chacun des sous-traitants ou membre du groupement et à leur personnel.

### **10.2. Obligation de résultat**

Le titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations mises à sa charge au titre du présent accord-cadre. Il est tenu à une obligation de résultat pour l'ensemble des prestations.

Le titulaire prend toutes les dispositions nécessaires pour assurer la permanence, la continuité et la qualité des prestations mises à sa charge au titre du présent contrat dans les délais prescrits.

Le titulaire s'oblige à respecter les engagements qui figurent dans son offre.

Afin d'assurer la continuité de service le titulaire devra prévoir la mutualisation de ses effectifs au niveau régional.

Les charges sur lesquelles il s'est basé pour établir ses propositions financières emportent engagement de sa part.

Le titulaire signale immédiatement au Pouvoir Adjudicateur ou son représentant toute difficulté rencontrée ainsi que tout risque de blocage, de dysfonctionnement ou de retard prévisible dans la réalisation des prestations et notamment ceux échappant à sa responsabilité.

Le titulaire est informé que le Pouvoir Adjudicateur ne fournira ni effectifs, ni moyens matériels (mobiliers et immobiliers) pour l'exercice des prestations prévues au présent accord-cadre. Il appartient donc au titulaire de s'assurer qu'il dispose du personnel qualifié et des équipements nécessaires pour exercer leurs missions dans les délais impartis et notamment du bon état de fonctionnement des installations informatiques utilisées pour assurer les missions prévues au présent accord-cadre.

### **10.3. Identification des membres de l'entreprise**

Lors du lancement de l'accord-cadre, le titulaire devra remettre au représentant du pouvoir adjudicateur, la liste du personnel affecté aux prestations objet du présent accord-cadre. Cette liste indiquera les noms, prénoms, coordonnées téléphoniques et électroniques ainsi que les fonctions exercées au sein de l'entreprise.

En cas de modification dans la composition et/ou l'organisation de son équipe, le titulaire devra en informer le secrétariat de la commission de médiation concernée et le représentant du pouvoir adjudicateur dans un délai maximum de 5 jours.

Les articles 3.1.4. et 3.2.3. du CCTP indiquent les modalités de représentation du titulaire auprès du Pouvoir adjudicateur et des secrétariats des commissions.

### **10.4. Obligation d'utilisation de l'application Comdalo**

Ci-après, toute mention du logiciel Comdalo s'étend également au logiciel Mondalo si / quand celui-ci remplacera Comdalo.

Le Pouvoir Adjudicateur assure gratuitement au titulaire un accès au logiciel Comdalo lui permettant d'assurer la plupart des missions qui lui sont confiées au titre du présent accord-cadre.

Pour l'accomplissement des prestations, le titulaire est tenu d'utiliser le logiciel Comdalo. L'utilisation du logiciel est décrite dans l'annexe 3 du Cahier des Clauses Techniques Particulières : Manuel d'utilisation du logiciel Comdalo.

A cette fin, le Titulaire dispose d'un droit d'accès au logiciel Comdalo par le profil « Gestionnaire » et le profil « Administrateur local ». Le Pouvoir Adjudicateur autorise le Titulaire à consulter, enregistrer et modifier des données figurant dans le logiciel Comdalo.

A cette fin également, le Pouvoir Adjudicateur assurera la formation du personnel du titulaire à l'utilisation de l'application Comdalo. La participation à cette formation est obligatoire. Les conditions, date et lieux de déroulement de la formation seront communiquées à l'avance au titulaire.

### **10.5. Ouverture d'accès dans les systèmes d'informations**

Le Pouvoir Adjudicateur assure au titulaire un accès au système national d'enregistrement de la demande de logement (SNE), au logiciel système priorité logement (SYPLO), et à tout autre logiciel lui permettant d'assurer la totalité des missions qui lui sont confiées au titre du présent accord-cadre.

Le titulaire et, le cas échéant, ses sous-traitants, sont informés que l'ouverture des accès aux systèmes d'informations est conditionnée à la signature et au respect de leurs chartes de confidentialité, ou documents équivalents.

### **10.6. Protection de l'environnement et conditions de travail**

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage conformément aux stipulations de l'article 7 du CCAG FCS.

### **10.7. Personnel du titulaire**

Le titulaire est informé que le présent accord-cadre ne crée aucun lien de subordination entre le Pouvoir adjudicateur ou ses représentants d'une part et le titulaire ou son personnel d'autre part.

Ce personnel ne pourra pas recevoir d'instructions directes de la part du Pouvoir adjudicateur ou de son représentant et n'aura à rendre de compte qu'au titulaire, son employeur, qui assurera sa rémunération et l'ensemble de ses frais.

Le titulaire s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable aux conditions de travail de ses personnels.

### **10.8. Obligations du Pouvoir Adjudicateur**

Le Pouvoir Adjudicateur est tenu de :

- Fournir au titulaire tout document et toute information nécessaire au bon déroulement de la prestation ;

- Fournir les accès aux systèmes d'informations nécessaires au bon déroulement de la prestation et à assurer la formation du personnel du titulaire à l'utilisation de l'application Comdalo, puis de l'application Mondalo une fois qu'elle entre en service.

### **10.9. Désignation de représentants pour le suivi et l'exécution de l'accord-cadre**

Le Pouvoir Adjudicateur désignera dès la notification du présent accord-cadre des représentants chargés de la maîtrise d'ouvrage des prestations objet du présent accord-cadre (Service ALPE et secrétariats de commissions – cf. articles 3.1 et 3.2 du CCTP).

Le titulaire désignera des représentants conformément aux articles 3.1.4 et 3.2.3 du CCTP.

### **10.10. Obligations relatives à l'égalité devant le service public, au respect de la laïcité et de la neutralité**

Le titulaire assure le respect du principe d'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de neutralité et de laïcité du service public.

Il veille à ce que ses salariés ou toute personne sur laquelle il exerce son autorité hiérarchique ou son pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

En premier lieu, ces personnels s'abstiennent de manifester leurs appartenances ou convictions politiques ou religieuses, tant en arborant des signes ou tenues manifestant ostensiblement de telles appartenances ou convictions, qu'en se livrant à des comportements révélant ces appartenances ou convictions.

Ils s'abstiennent également de faire état d'opinions de nature politique ou religieuse dans le cadre des contacts directs ou indirects avec les usagers ou les tiers, et ne peuvent notamment se livrer à des actes de provocation ou de prosélytisme.

En deuxième lieu, ces personnels s'acquittent de leurs obligations dans le respect de l'égalité de traitement entre les usagers.

En dernier lieu, ils respectent la liberté de conscience et la dignité des usagers et des tiers.

Le pouvoir adjudicateur est informé, à cette fin, des mesures mises en œuvre par le titulaire pour assurer le respect de ces obligations ainsi que des mesures prévues pour remédier aux éventuels manquements.

Le titulaire du contrat veille à ce que toute personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public, notamment ses sous-traitants ou sous-concessionnaires, s'assure du respect de l'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de neutralité et de laïcité par ses salariés ou toute personne sur laquelle il exerce son autorité hiérarchique ou son pouvoir de direction. Il s'assure à cet effet que les contrats de sous-traitance ou de sous-concession comportent les clauses nécessaires au respect de ces obligations. Ces contrats sont communiqués par le titulaire au pouvoir adjudicateur lors

des demandes d'acceptation d'un sous-traitant ou d'un sous-concessionnaire ayant pour objet l'exécution de tout ou partie du service public.

Le titulaire veille à informer les usagers des dispositifs leur permettant de signaler tout manquement aux principes d'égalité, de neutralité et de laïcité constaté au cours de l'exécution du service public. Ces informations doivent s'accompagner des coordonnées du service référent du pouvoir adjudicateur. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire, sans délai, de tout manquement aux principes d'égalité, de neutralité et de laïcité signalé par les usagers ou par toutes autres personnes. Le pouvoir adjudicateur est informé, sans délai, de tout manquement aux principes d'égalité, de neutralité et de laïcité constaté par le titulaire ainsi que des mesures qui ont été prises pour y remédier.

Les mesures préventives et correctives destinées à assurer l'application des principes de laïcité et de neutralité font l'objet d'un suivi par le titulaire en lien avec les services du pouvoir adjudicateur en charge de l'exécution du contrat. Ce suivi prend notamment la forme :

- De comptes rendus du titulaire à la demande du pouvoir adjudicateur suite à ses actions correctives visant à remédier à un manquement aux principes de laïcité et de neutralité ;
- De rapports établis par le titulaire et transmis au pouvoir adjudicateur à la demande de ce dernier. Ces rapports comprendront des indicateurs permettant de mesurer le degré de prise en compte des problématiques liées à la laïcité dans l'exécution du service public : actions préventives menées, nombre de manquements signalés selon une périodicité à définir, actions correctives à court terme, à long terme, bilan de ces actions, etc.) ;
- De réunions organisées entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire, qui peuvent avoir pour objet de définir de mesures préventives ou correctives et/ou les modalités de suivi de ces mesures ;
- D'inspections ponctuelles sur pièces et sur place à l'initiative du pouvoir adjudicateur.

## **10.11. Obligations relatives au respect du Règlement Général sur la Protection des Données**

### **10.11.1. Traitement des données à caractère personnel**

Pour l'exécution du marché public, le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, sont tenus au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après « *règlement général sur la protection des données* » ou RGPD) et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le cas échéant, le titulaire apporte au pouvoir adjudicateur, avant la mise en application du traitement, des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées. Il communique notamment au pouvoir adjudicateur l'identité et les coordonnées (téléphone et mail) de son délégué à la protection des données (DPD).

### **Précisions terminologiques :**

Le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (RGPD) est le pouvoir adjudicateur et le sous-traitant est le titulaire du présent marché public.

### **Nature, durée, finalité et description du traitement de données à caractère personnel**

Le titulaire est autorisé à traiter, pour le compte du pouvoir adjudicateur, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations décrites dans le CCTP.

Les données à caractère personnel sont conservées pendant toute la durée de passation et d'exécution du contrat.

#### Types de données à caractère personnel :

- Les civilité, nom, prénom, date de naissance, numéro unique régional, situation familiale, titres d'identité et de séjour (France, Union européenne, hors Union européenne) du requérant et de toutes les personnes à loger.
- Les adresses postales et électroniques et le numéro de téléphone.
- Les démarches préalables au recours (propositions de logement, motif de refus).
- La situation professionnelle du requérant et éventuelles autres personnes composant le foyer.
- Les ressources du requérant et des personnes composant le foyer et destinées à habiter avec le requérant.
- Les situations motivant le recours.
- De manière facultative, les informations déposées dans la zone «argumentaire libre»
- Dans le cas où le requérant est assisté : le nom de la personne, nom de la structure, son adresse électronique et le numéro de téléphone de la personne ou de l'entité à qui le requérant fait appel.

Ainsi que tous les documents attestant, prouvant ou illustrant les données listées plus haut. En complément de ces données, l'usager peut faire parvenir au titulaire toute information qu'il jugera nécessaire à la complétude et la robustesse de son dossier comme des photos, déclarations, attestations de situation, certificat médical, jugement d'expulsion locative, autre décision de justice, (liste non exhaustive et non contractuelle).



### Catégories de personnes concernées par les données :

- Requérant
- Personnes à loger
- Personne ou entité à qui le requérant fait appel pour l'assister dans ses démarches
- Personnes dont la mention dans le dossier permet au requérant d'expliquer sa situation (exemple : situation familiale compliquée, situation de violence)

### Finalité des traitements :

- Pendant le recours amiable : vérification de la complétude des dossiers, analyse de la véracité des pièces présentées, demande de pièces complémentaires, constitution d'une fiche synthèse à l'attention de la Commission de Médiation du département d'origine du recours rassemblant les éléments essentiels nécessaires à sa décision.
- En cas de recours gracieux : constitution d'une seconde fiche complémentaire nourrie des éléments nouveaux apportés par le requérant pour une nouvelle analyse par la Commission de Médiation.
- En cas de recours contentieux : constitution d'un mémoire en défense pour le compte de l'Etat.
- Procédure contradictoire : vérification de la légitimité du refus d'une proposition de logement social.

### **Obligations du titulaire vis-à-vis du pouvoir adjudicateur**

Le titulaire du marché public s'engage, notamment, à :

1. Traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du présent marché public ;
2. Traiter les données conformément aux instructions documentées du pouvoir adjudicateur figurant dans les documents particuliers du présent marché public. Si le titulaire considère qu'une instruction est donnée en violation du règlement général sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des États membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le pouvoir adjudicateur ;
3. Si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis, il doit informer le pouvoir adjudicateur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information ;
4. Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché public ;
5. Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché public :

- S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
  - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
6. Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

### **Sous-traitance des activités de traitement :**

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il en informe le pouvoir adjudicateur préalablement et par écrit. Cette information doit indiquer clairement la nature des activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le pouvoir adjudicateur n'a pas émis d'objection pendant le délai de 21 jours à compter de la date de réception de la demande.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du pouvoir adjudicateur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent marché public pour le compte et selon les instructions du pouvoir adjudicateur. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la législation et de la réglementation en vigueur sur la protection des données. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant le pouvoir adjudicateur de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

Le titulaire informe préalablement et par écrit le pouvoir adjudicateur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants.

### **Droit d'information et exercice des droits des personnes concernées par le traitement :**

Il appartient au pouvoir adjudicateur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Le titulaire aide le pouvoir adjudicateur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

## **Notification des violations de données à caractère personnel :**

Le titulaire notifie par écrit au pouvoir adjudicateur toute violation de données à caractère personnel dans un délai de 24 heures après en avoir pris connaissance.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au pouvoir adjudicateur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (en l'occurrence, à la Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL), si possible 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance.

Après accord écrit du représentant du pouvoir adjudicateur, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente, au nom et pour le compte du pouvoir adjudicateur, les violations de données à caractère personnel dans un délai maximum de 72 heures, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- Le nom et les coordonnées du contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- La description des mesures prises par le pouvoir adjudicateur, sur proposition du titulaire le cas échéant, pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord écrit du représentant du pouvoir adjudicateur, le titulaire communique, au nom et pour le compte du pouvoir adjudicateur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- Le nom et les coordonnées du contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;

- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- La description des mesures prises ou que le pouvoir adjudicateur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

### **Aide du titulaire dans le cadre du respect par le pouvoir adjudicateur de ses obligations**

Le titulaire aide le pouvoir adjudicateur :

- À la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ;
- À la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

Le titulaire met à la disposition du pouvoir adjudicateur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre, le cas échéant, la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le pouvoir adjudicateur ou un auditeur mandaté par lui, et contribuer à ces audits.

### **Mesures de sécurité**

Le titulaire met en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

### **Sort des données**

Au terme de l'exécution du présent marché public, le pouvoir adjudicateur informe le titulaire de sa décision relative au sort des données. Le pouvoir adjudicateur peut demander au titulaire de :

- Détruire toutes les données à caractère personnel ;
- Renvoyer toutes les données à caractère personnel au pouvoir adjudicateur ou au tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

### **Délégué à la protection des données**

Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur, dès la notification du marché public, le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un, ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

## **Registre des activités de traitement**

Le titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte du pouvoir adjudicateur, comprenant :

1. Le nom et les coordonnées du pouvoir adjudicateur pour le compte duquel il agit, des éventuels, sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
2. Les catégories de traitements effectués pour le compte du pouvoir adjudicateur ;
3. Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement général sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
4. Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, notamment, selon les besoins :
  - La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
  - Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
  - Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
  - Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

## **Obligations du pouvoir adjudicateur vis-à-vis du titulaire**

Le pouvoir adjudicateur s'engage à :

- Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire ;
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le RGPD et par la loi dite « Informatique et Libertés » modifiée de la part du titulaire ;
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, le titulaire et le maître d'ouvrage sont tenus au respect des règles, européennes et françaises, relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles ils ont accès pour les besoins de l'exécution du marché public, et en particulier :

- Le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 entré en vigueur le 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données », RGPD) ;
- La loi relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et ses éventuelles mises à jour ;

- Le cas échéant, les textes adoptés au sein de l'Union européenne et les lois locales susceptibles de s'appliquer aux données à caractère personnel traitées dans le cadre du marché public ;
- La doctrine de la Commission nationale de l'Informatique et des libertés (CNIL).

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché public, les modifications nécessaires pour se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché public ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par le maître d'ouvrage.

**S'agissant de la gestion administrative du marché public :** Le pouvoir adjudicateur collecte et traite plusieurs données à caractère personnel relatives au titulaire ou à son personnel, se rapportant à l'identité [raison sociale, nom, prénoms, nationalité, date d'embauche et titre valant autorisation de travail pour les salariés étrangers soumis à autorisation, adresse (siège social, lieu de facturation), code d'identification comptable, téléphone, fax, adresse de courrier électronique, numéro SIREN], la vie professionnelle [profession, catégorie économique, activité], ainsi qu'aux éléments de facturation et règlement.

La finalité poursuivie par ce traitement est de permettre au pouvoir adjudicateur d'effectuer les opérations administratives liées notamment à :

- La gestion de la passation et suivi d'exécution des marchés publics et accords-cadres, la gestion des commandes afférentes, la facturation et règlement, et pour ce qui a trait à la gestion des comptes fournisseurs,
- Le traitement de litiges relatifs à l'exécution des marchés publics, le cas échéant.

Dans ce cadre, le pouvoir adjudicateur est qualifiable de responsable de traitement tandis que le titulaire et son personnel sont qualifiables de personnes concernées par la collecte au sens de la réglementation applicable en France et dans l'Union européenne dans le domaine de la protection des données à caractère personnel.

A ce titre, le pouvoir adjudicateur s'engage à respecter les obligations légales et réglementaires lui incombant au titre de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel, notamment en matière de flux transfrontières hors de l'Union européenne. De même, elle s'engage à mettre en œuvre toute mesure technique et organisationnelle appropriée pour protéger les données à caractère personnel.

Enfin, le pouvoir adjudicateur s'engage à respecter les droits des personnes concernées par les données à caractère personnel traitées (droit à l'information, droit d'accès, droit d'opposition, droit de rectification, droit à l'effacement, droit de réclamation, droit de recours devant une autorité, droit à la limitation du traitement, ...). Toute demande relative à l'exercice de ces droits est à adresser au délégué à la protection des données du pouvoir adjudicateur à l'adresse suivante :

[dpd.daj.sg@developpement-durable.gouv.fr](mailto:dpd.daj.sg@developpement-durable.gouv.fr)

**S'agissant de l'exécution de la prestation objet du marché public** : le cas échéant, le titulaire est amené à traiter des données personnelles pour réaliser les prestations/services objet du marché public.

Il est précisé, relativement à l'article 28 du règlement européen sur la protection des données, que le pouvoir adjudicateur sera considéré comme le « *responsable du traitement* » dès lors qu'il détermine les finalités et les moyens de mise en œuvre du traitement des données à caractère personnel, nécessaire à la fourniture des prestations /services objet du marché. Le titulaire est qualifiable juridiquement de « *sous-traitant* » du pouvoir adjudicateur, lorsqu'il traite des données personnelles pour le compte et sur instruction du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire, en sa qualité de sous-traitant, s'engage à prendre toutes mesures pour faire respecter l'intégrité et la confidentialité des données à caractère personnel. Il s'engage notamment à mettre en place toutes les mesures techniques et organisationnelles permettant d'assurer, compte tenu de l'état des règles de l'art, un niveau de sécurité et de confidentialité appropriées au regard des risques présentés par le traitement et la nature des données à caractère personnel traitées pour le compte du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations énoncées. Il reste responsable du respect de celles-ci.

Il est rappelé que la responsabilité pénale du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et suivants du Code pénal.

### **10.11.2. Hébergement et stockage des données à caractère personnel**

Les données à caractère personnel doivent être traitées et hébergées sur le territoire français, sur le territoire d'un Etat membre de l'Union européenne, ou le cas échéant, sur le territoire d'un autre Etat garantissant un niveau adéquat de protection des données, à la condition que les personnes concernées disposent de droits opposables et de voies de recours effectives.

Ainsi, conformément aux dispositions des articles 44 et suivants du RGPD, toute transmission de données vers un pays tiers en dehors de l'Union Européenne (UE) doit :

- Soit être fondée sur une décision d'adéquation de la Commission européenne ;
- Soit être encadrée par des règles internes d'entreprise, des clauses types de protection des données, un code de conduite ou un mécanisme de certification approuvé par la CNIL ;
- Soit être encadrée par des clauses contractuelles ad hoc préalablement autorisées par la CNIL ;
- Soit répondre à l'une des dérogations prévues à l'article 49 du RGPD, dont le consentement explicite préalable des personnes concernées au transfert de leurs données.

En tout état de cause, le titulaire (sous-traitant au sens du RGPD) ne transfère ces données à caractère personnel, vers un pays tiers à l'Union européenne qu'avec l'accord exprès et circonstancié du pouvoir adjudicateur.

### **10.11.3. Exigences en matière de sécurité des systèmes d'information et de cyber sécurité**

Les clauses du cahier des clauses simplifiées de cyber sécurité, approuvé par un arrêté du 18 septembre 2018, sont applicables au présent marché public.

Le titulaire s'engage à les respecter et veille à leur respect par ses sous-traitants.

Ce clausier est consultable à partir du lien suivant :  
<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000037436658>

## **Article 11 – Dispositions générales**

### **11.1. Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du représentant du Pouvoir Adjudicateur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du représentant du Pouvoir Adjudicateur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 41.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.



## 11.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article 2193-1 du code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

*"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ..... ayant pour objet .....*

*Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.*

*Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 8 du présent CCAP.*

*Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."*

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

## 11.3. Assurances

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le

pouvoir adjudicateur, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Conformément à l'article 9-2 du CCAG, les titulaires doivent justifier dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'ils sont titulaires de contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, les titulaires doivent être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

#### **11.4. Désignation de sous-traitants en cours de marché**

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R. 2142-12 du code de la commande publique, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 11.3 ci-dessus.

#### **11.5. Groupement**

Conformément à l'article R.2142-24 du code de la commande publique, en cas de groupement, l'opérateur économique membre du groupement, désigné dans la candidature et dans l'offre comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur et coordonne les prestations des membres du groupement.

Le mandataire du groupement conjoint est solidaire, pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

#### **11.6. Clauses sociales et environnementales**

##### **11.6.1 Clause d'insertion par l'activité économique**

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution.

L'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

#### Article 11.6.1.1. Les publics visés

##### Les publics visés

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage)
- les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans
- les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droit
- les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage)
- les personnes percevant une pension d'invalidité
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi
- les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'Ecole de la Deuxième Chance (E2C)
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2ème chance »
- les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet
- les personnes placées sous mains de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire
- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire
- les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l'EPEC, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories.

#### Article 11.6.1.2. Objectif d'insertion

Le volume horaire de travail minimum suivant leur est obligatoirement réservé :

Lot	Nombre d'heures d'insertion à réaliser <u>par année d'exécution de l'accord-</u> <u>cadre :</u>
Lot unique	2 000 (deux mille)

#### **Article 11.6.1.3. Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion.**

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent intervenir durant la période d'exécution du marché. Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

L'attributaire désignera un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié de l'EPEC pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après ;

##### **✓ 1<sup>ère</sup> modalité : l'embauche directe par l'entreprise**

L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée [CDI], en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du marché, pour une période maximale de 4 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et pour assurer leur suivi en liaison avec l'EPEC.

##### **✓ 2<sup>ème</sup> modalité : la mise à disposition de salariés**

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

##### **✓ 3<sup>ème</sup> modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou d'une Entreprise adaptée.**

L'entreprise peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée.

#### **Article 11.6.1.4. Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales**

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par l'EPEC.

Valentin SOUCHARD  
*Chargé de projets clauses sociales et relation entreprises*  
[valentin.souchard@epec.paris](mailto:valentin.souchard@epec.paris)  
[pole-clauses@epec.paris](mailto:pole-clauses@epec.paris)  
07 57 76 85 71

Dans ce cadre, l'EPEC a pour mission :

- Informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- Accompagner l'entreprise dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et l'EPEC) ;
- Accompagner l'entreprise dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- Informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité du marché ;
- Suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

**Article 11.6.1.5. Les modalités de contrôle de l'action d'insertion**

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'EPEC à deux niveaux : un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise à l'EPEC de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité sera transmise au titulaire après la notification du marché.

Les informations transmises seront traitées en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel (dispositions de l'article du CCAP relatif à la clause RGPD).

A la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit, à date fixe (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre conformément à la liste qui lui a été fournie.

Ces éléments sont envoyés au pouvoir adjudicateur (le service ALPE de la DRIHL Ile-de-France) et aux destinataires suivants de l'EPEC :

[beatrice.calvet@epec.paris](mailto:beatrice.calvet@epec.paris)  
[Copie valentin.souchard@epec.paris](mailto:Copie valentin.souchard@epec.paris)

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 6.4 du présent CCAP.

En tout état de cause, le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'EPEC étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

A l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l'exécution du marché.

#### **Article 11.6.1.6. Clause RGPD relative au contrôle et au suivi de l'action d'insertion**

Le titulaire est informé que la gestion des données personnelles permettant le suivi et le contrôle de l'action d'insertion est confiée à l'EPEC.

Ces données personnelles seront traitées dans le logiciel CLAUSE développé par la société ARCHE MC2 qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application des considérations sociales d'insertion sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif. L'EPEC est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de :

- 48 mois à compter de la date d'entrée dans le dispositif de la personne et 24 mois après la fin du marché concerné. Dans le cadre de la charte insertion NPNRU, ces informations devront être conservées jusqu'en 2032 inclus.
- En l'absence de positionnement sur un emploi, les données seront conservées 6 mois maximum.

Durant cette période, l'EPEC met en place tous moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

Ces durées de conservations ne pourront s'appliquer si :

- Le titulaire exerce son droit de suppression des données le concernant, dans les conditions décrites ci-après ;
- Une durée de conservation plus longue est autorisée ou imposée en vertu d'une obligation légale ou réglementaire.

L'accès aux données personnelles est strictement limité aux services de l'EPEC et à ses partenaires emploi/insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Ils sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ces données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable. Ces organismes et l'EPEC s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers aux données sans le consentement préalable du titulaire, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), le

titulaire bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ses données ou encore délimitation du traitement des données. Le titulaire peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement. Sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, le titulaire peut exercer ses droits en contactant l'EPEC par email à l'adresse suivante [dpo@epec.paris](mailto:dpo@epec.paris) ou par courrier :

Ensemble Paris Emploi Compétences  
18 rue Goubet  
75019 Paris.

Pour toute information complémentaire ou réclamation, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés peut être contactée :

Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL)  
3 Place de Fontenoy  
TSA 80715  
75334 PARIS CEDEX 07

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

## **11.6.2. Clause environnementale**

### **11.6.2.1. Bilan d'Emission de Gaz à Effet de Serres**

En application de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, il est exigé des titulaires soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement de communiquer à l'acheteur leur BEGES et plan de transition associé. Si tout ou partie de ces documents n'ont pas déjà été transmis au stade de la candidature, alors le titulaire les transmet dans un délai maximum de six (6) mois après la date de notification du marché. Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution du marché.

Si le BEGES communiqué au stade de la candidature ou après la notification du marché arrive à échéance durant l'exécution de ce dernier, un nouveau BEGES (et le plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, les titulaires soumis aux obligations de déclaration extra-financière peuvent communiquer leur plan via leur rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de

commerce ; ils indiquent à l'acheteur le lien internet lui permettant d'accéder à ce document.

#### **11.6.2.2. Conception web et hébergement des données**

Les centres de données utilisés s'inscriront dans une démarche d'optimisation de l'impact environnemental (consommation d'énergie, gestion de l'eau, production de froid). Sur demande du pouvoir adjudicateur et à tout moment de l'exécution du marché, le titulaire communique les données de consommation électrique réelle en kWh et les données liées aux émissions de gaz à effet de serre associées à l'hébergement des données.

Les développements liés au portail web devront s'inscrire dans une démarche d'écoconception logicielle, conformément au RGEN. En particulier, le titulaire sera attentif à l'optimisation des codes et requêtes pour réduire les temps de traitement et la quantité de données transférées. Le référentiel suscité est accessible en suivant le lien : <https://ecoresponsable.numerique.gouv.fr/publications/referentiel-general-ecoconception/>.

#### **11.6.2.3. Impact environnemental lié aux prestations**

Le titulaire s'engage à utiliser du papier recyclé ou du papier certifié issu de forêt gérées durablement labellisé PEFC, FSC ou équivalent en cas de nécessité d'impression de supports papier, et pour l'envoi de toute communication papier.

Le titulaire préférera les déplacements en transports en commun lorsque cela est possible et il lui est interdit de prendre l'avion lorsqu'une alternative de moins de 4 heures existe. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire s'engage à former, ou à avoir déjà formé son personnel aux bonnes-pratiques vis-à-vis de la performance environnementale des prestations, en particulier en ce qui concerne la conception responsable des services numériques.

### **11.7. Sous-Traitance**

Lorsqu'il ne dispose pas de tous les moyens et de toutes les compétences pour exécuter les différentes prestations de son marché, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve :

- De l'acceptation du ou des sous-traitants par le Maître d'Ouvrage,
- De l'agrément par le Maître d'Ouvrage des conditions de paiement de chaque sous-traitant.
- De ne pas attribuer la totalité du marché aux sous-traitants.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6. du CCAG. Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le formulaire DC2.



Le titulaire doit joindre en sus des renseignements exigés par l'article R2193-1 du code de la commande publique :

- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics (article R2193-1 du code de la commande publique) ;
- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des 5 dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L 8221-1, L 8221-3, L8221-5, L 8231-1, L 8241-1, L 8251-1 et L 8251-2 du Code du Travail (4° - a de l'article 18 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 relative aux Marchés Publics) ;
- Les capacités professionnelles du sous-traitant (moyens, références et compétences) ;
- L'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1.9.3. ;
- Si le sous-traitant est assujetti à l'obligation définie à l'article L.5212-1 du Code du Travail en matière d'emploi des personnes handicapées :
  - Une copie de la déclaration annuelle relative aux emplois occupés au sein de l'entreprise par des handicapés visée à l'article L. 5214 du Code du Travail ;
  - OU s'il en est redevable, une copie de la contribution annuelle des fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés visée aux articles L. 5214- 2, L. 5212-9 du Code du Travail.

Toute personne, non salariée, intervenant pour le compte d'un membre du groupement ou toute société intervenant dans l'exécution du marché, sans faire partie du groupement, constitue un sous-traitant.

Aucun sous-traitant ne peut intervenir dans le cadre du marché sans avoir été accepté par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur, qui agréé ses conditions de paiement.

Tout sous-traitant dont le contrat de sous-traitance excède 600 € TTC doit bénéficier du paiement direct (cf art. R. 2193-10 du code de la commande publique).

## **Article 12 - Propriété intellectuelle**

Les résultats de la prestation, tant en ce qui concerne la forme que le contenu, sont propriété du pouvoir adjudicateur qui peut librement les utiliser, même partiellement. Ils sont cédés à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur. Le titulaire déclare expressément que le projet ne fera pas, de sa part, l'objet d'aucune autre cession de droits de propriété intellectuelle à des tiers de quelque nature et de quelque étendue que ce soit.

Le titulaire cède au pouvoir adjudicateur tous les droits de propriété intellectuelle de l'auteur, de nature patrimoniale que les parties entendent notamment par les points suivants :

- les droits d'utilisation et d'exploitation, sous toutes formes, connues et inconnues,
- les droits de reproduction, par tous moyens et sur tous supports, connus et inconnus,
- les droits de représentation, de communication au public par tous procédés, connus et inconnus,
- les droits d'adaptation, modification, traduction, évolution, adjonction, suppression, de tout ou partie des produits,
- les connaissances antérieures ou les connaissances antérieures standards,
- les droits d'incorporation, en tout ou partie, à toute œuvre préexistante ou à créer,
- et, d'une manière générale, toutes les prérogatives patrimoniales de l'auteur sur sa création.

Les droits cédés par le titulaire au pouvoir adjudicateur sont valables pendant toute la durée de protection légale et pour le monde entier.

Le pouvoir adjudicateur, en tant que titulaire des droits de propriété intellectuelle du fait de la cession de ceux-ci, sera en droit unilatéralement de faire réaliser par des tiers tout ou partie des opérations qu'elle jugera utile et nécessaire.

Dès lors que le titulaire envisage d'utiliser des connaissances antérieures ou des connaissances antérieures standards, il s'engage à ce qu'elles soient identifiées dans son offre ou en toute hypothèse au fur et à mesure de l'exécution du marché, avant toute intégration et/ou utilisation d'une connaissance antérieure ou d'une connaissance antérieure standard non prévue dans l'offre. Le titulaire précise l'ensemble des éléments nécessaires à l'utilisation des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards par le pouvoir adjudicateur. Pour les connaissances antérieures standards, il précise en outre :

- les informations relatives au donneur de licence ;
- les conditions de la licence ;
- pour les connaissances antérieures standards logicielles sous licence propriétaire, les conditions de maintenance corrective, adaptative et évolutive ;
- pour les logiciels standards sous licence propriétaire qui seraient difficilement remplaçables, les mesures le cas échéant mises en place pour préserver les droits du pouvoir adjudicateur (séquestre des codes sources par exemple).

Le titulaire, en sa qualité de professionnel, est seul responsable de l'analyse et du respect du régime juridique des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards qu'il intègre dans le cadre du marché.

L'autorisation d'utiliser les connaissances antérieures est comprise dans le prix du marché.

Conformément à l'article 36.2 du CCAG Au cours de l'exécution du marché, le titulaire ne peut utiliser ou incorporer, sans l'accord préalable du **pouvoir adjudicateur**, des connaissances antérieures nécessaires à la réalisation de l'objet du marché qui seraient de nature à limiter ou à rendre plus coûteux l'exercice des droits afférents aux résultats.

Le titulaire ne peut utiliser les connaissances antérieures du pouvoir adjudicateur que dans le cadre de l'exécution du marché et s'engage à ne pas divulguer les informations confidentielles contenues dans ces connaissances antérieures.

Le titulaire garantit au pouvoir adjudicateur la jouissance paisible des résultats. Il garantit contre toute action en contrefaçon et en conséquence, il prend à sa charge tous dommages et intérêts auxquels le pouvoir adjudicateur pourrait être condamné.

Le titulaire ne pourra communiquer à des tiers ni les données brutes recueillies ni les rapports sans l'accord explicite et écrit du pouvoir adjudicateur. Cela inclut tout autre service de l'Etat que la DRIHL (service ALPE ou direction).

Si le titulaire souhaite utiliser, en dehors du cadre du marché, des informations, des résultats ou des documents obtenus dans le cadre du marché, il devra au préalable obtenir l'accord explicite et écrit du pouvoir adjudicateur. Il ne peut faire un usage commercial ou les publier sans l'accord préalable et explicite du pouvoir adjudicateur. La publication doit mentionner que le résultat a été financé par la DRIHL. Il ne peut les communiquer à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, qu'avec l'autorisation explicite et écrite du pouvoir adjudicateur. Cette clause n'est en aucun cas applicable aux dossiers individuels, même anonymisés, qui ne pourront faire l'objet d'une quelconque utilisation, même statistique, exploitation ou communication à des tiers à quelque titre que ce soit hors du strict nécessaire pour la bonne exécution du présent marché et selon les modalités du présent marché et du RGPD.

De manière générale, le titulaire ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature à l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures, lorsque celle-ci est conforme aux besoins d'utilisation applicables au marché (article 37 du CCAG).

Le titulaire ne peut notamment opposer aucun droit portant sur l'apparence graphique, les enchaînements et intitulés de menus ou de commandes qui seraient de nature à limiter les besoins d'évolution, d'adaptation, de traduction ou d'incorporation des résultats à des fins notamment d'interopérabilité avec d'autres systèmes et logiciels.

Le titulaire autorise le pouvoir adjudicateur à extraire et réutiliser librement les bases de données incluses dans les résultats, notamment en vue de la mise à disposition des informations publiques à des fins de réutilisation à titre gratuit ou onéreux.

En cas de cessation du marché pour quelque cause que ce soit, le pouvoir adjudicateur conserve les droits d'utilisation applicables au marché.

Le pouvoir adjudicateur a la possibilité de sous-céder, sous-licencier ou de sous-traiter la mise en œuvre des résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards pour son propre compte, dans les limites de l'objet du marché.

Le pouvoir adjudicateur peut librement publier les résultats sous réserve des éventuelles obligations de confidentialité fixées par les documents particuliers du marché et que cette publication ne constitue pas une divulgation au sens du droit de la propriété industrielle. L'existence de restrictions au droit de publier les résultats ne fait pas obstacle à la publication d'informations générales sur l'existence du marché et la nature des résultats. Les limites au pouvoir de publication ne s'opposent pas à la possibilité, pour le pouvoir adjudicateur, pour la mise en œuvre de leurs droits, de communiquer à un tiers ces résultats, en tout ou partie, dans le respect de l'article 5.1 du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services.

Les parties s'informent mutuellement des modifications qu'elles souhaitent opérer sur les résultats afin de recueillir les observations utiles de l'autre partie. Elles s'accordent la libre disposition des modifications mineures et des corrections apportées aux résultats.

Cet article déroge aux articles 35,36 et 37 du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services.

### **Article 13 – Litiges**

À défaut d'accord amiable, toute difficulté relative à l'application du présent accord-cadre sera soumise au Tribunal Administratif de Paris, 7 Rue de Jouy, 75004 Paris.

### **Article 14 – Dérogations au CCAG**

L'article 5.1 « Vérification des prestations » déroge à l'article 27 du CCAG FCS.

L'article 5.2 « Admission des prestations » déroge à l'article 30 du CCAG FCS.

L'article 6 « Pénalités » déroge à l'article 14 du CCAG FCS.

L'article 12 : « Propriété intellectuelle » déroge aux articles 35, 36 et 37 du CCAG FCS